

Un géographe dénonce l'ingérence écologique

Entretien



Georges Rossi est professeur à l'université de Bordeaux-III et chercheur au CNRS et à l'IRD. Il a surtout été pendant plus de trente ans sur le terrain du développement, à Madagascar, en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique du sud. Il explique que l'environnement est devenu un nouvel instrument de régulation politique et économique à l'échelle mondiale, entre les mains des plus riches. « Une sorte de nouvelle canonnière autrement puissante et efficace que celle de la guerre de l'opium. » Un alibi des pays nantis pour entraver le développement des pays du Sud.

Dans votre livre, vous dénoncez la responsabilité de la communauté scientifique dans la déviation catastrophiste observée en matière d'environnement. S'agit-il d'une responsabilité générale ?

Georges Rossi : Le problème est que les scientifiques qui ne vont pas dans le sens du courant ont du mal à se faire entendre. En matière d'effet de serre par exemple, un nombre important de chercheurs essaient de dire, et disent en tout cas dans des revues scientifiques peu diffusées, ce que je raconte dans mon livre. D'abord, on n'a aucune preuve de l'augmentation générale des températures sur la planète, je dis bien aucune preuve. Parce que la fin du XIX^e siècle correspond certes au début de l'ère industrielle, mais aussi à la fin du « petit âge glaciaire », phénomène tout à fait naturel. Ensuite, on n'est même pas certain qu'une éventuelle augmentation des températures ne soit pas liée à la dynamique interne du système climatique, ce qui signifierait que l'homme n'aurait, actuellement, rien à voir avec cette évolution. Enfin, même s'il y avait

une responsabilité humaine, elle ne serait que partielle. On oublie de rappeler qu'entre les X^e et XIII^e siècles, les températures moyennes étaient supérieures de 2 °C à ce qu'elles sont actuellement. Ce ne pouvait être dû à la pollution automobile ou à l'activité industrielle : c'était donc bien le système climatique !

Tous ceux qui tiennent ce raisonnement ne sont pas entendus du public et des médias. Cela reste strictement limité au monde scientifique. Il n'y a bien sûr pas unanimité mais il y a aujourd'hui une majorité de scientifiques qui pensent cela.

Comment expliquer alors que les porte-parole de la communauté scientifique – ceux qui sont délégués aux grandes conférences internationales sur le climat – ne s'expriment pas dans ce sens ?

G. Rossi : Parce que les gens qui sont délégués aux conférences ne sont plus des scientifiques en tant que tel. Ce sont des scientifiques qui font de la politique. Un homme comme Robert Kandel l'a dit très clairement : l'accroissement de l'effet de

serre est, en l'état des connaissances, une pure hypothèse. Il l'a écrit dans *Nature-Sciences-Société*, excellente revue, mais qui n'est lue que par un public restreint de scientifiques.

Vous êtes un briseur d'idoles ?

G. Rossi : Pas du tout ! Je me contente simplement de dire tout haut ce qu'une large part de la communauté scientifique a des difficultés à faire transiter par les médias.

Est-ce vraiment seulement une difficulté à passer dans les médias ? On sent parfois que les scientifiques ont peur de parler.

G. Rossi : Oui. Parce qu'il existe un « écologiquement correct », très prégnant, pour ne pas dire envahissant, auquel se conforment la plupart des médias. Il est, pour beaucoup, à base de sensationnel et de catastrophisme, de simplifications et de certitudes. Il n'est guère facile d'aller contre ces idées devenues évidences à force d'être répétées. Même si elles sont fausses ou émises à titre d'hypothèses. Par exemple, au risque de choquer, je pense que la position

des Américains sur le protocole de Kyoto est la plus raisonnable. Que disent-ils ? Rien d'autre que ce que disent les scientifiques : on n'est sûr de rien, on n'a aucune preuve d'un changement climatique, on n'a aucune preuve d'une responsabilité humaine. Au nom de quoi, alors, doit-on se priver de 2, 3 ou 4 points de croissance ? Bush, qui a appuyé sa décision sur un rapport remarquable de l'Académie des sciences des États-Unis, a fait une proposition qui a été complètement occultée par les médias français : la création d'un fond spécial pour renforcer la recherche en matière climatique. Pour moi, c'est une position beaucoup plus raisonnable que les gesticulations des écologistes européens ou que le discours digne d'un militant de Greenpeace tenu sur le sujet par notre président de la République. D'ailleurs, Claude Allègre lui-même reconnaissait que si seuls parmi les grands pays, les Européens avaient ratifié ce protocole, alors que le Japon, le Canada, l'Australie et la Russie avaient refusé, c'est uniquement parce que les gouvernements actuellement au pouvoir y ont besoin des écologistes.

Dans votre livre, pour illustrer la dérive antiscientifique de l'environnementalisme, vous relatez une émission télévisée sur Arte intitulée « L'avenir selon Greenpeace », au cours de laquelle les rares voix ayant tenté de contredire le discours catastrophiste ont été réduites au silence.

G. Rossi : Sur le plateau, un climatologue du CNRS était le premier à réagir au film en disant : « *Franchement, je crois que c'est un tissu d'âneries.* » Il n'a pu continuer plus loin, il s'est fait immédiatement agresser par Daniel Cohn-Bendit et les autres écologistes présents sur le plateau, qui l'ont traité de réactionnaire à la solde du lobby industriel. Il a alors levé les bras au ciel et s'est tu. Face à ce déferlement médiatico-écologico-politique, la position des scientifiques est souvent de renoncer en disant : « Je ne vais pas me battre contre des moulins à vent, j'ai autre chose à faire. »

L'exemple d'El Niño est très caractéristique. Le dernier événement El Niño a été très puissant. Immédiatement, on a affirmé : ça y est, c'est la preuve du dérèglement climatique causé par l'homme. Greenpeace et le

WWF ont sauté sur ce cheval en demandant des mesures immédiates. Dans le même temps, l'IRD a fait une étude extrêmement intéressante sur les atolls de Polynésie, qui démontre que les événements El Niño d'il y a 3 200 ans étaient beaucoup plus puissants et longs que ceux que nous vivons aujourd'hui...

A l'interface entre science et politique, il semble y avoir un blocage organisé par un très petit nombre de scientifiques qui tiennent les leviers

« Il existe un «*écologiquement correct*», très prégnant, pour ne pas dire envahissant, auquel se conforment la plupart des médias. Il est, pour beaucoup, à base de sensationnel et de catastrophisme, de simplifications et de certitudes. Il n'est guère facile d'aller contre ces idées devenues évidences à force d'être répétées. »

de pouvoir.

G. Rossi : On observe un décalage complet entre les travaux scientifiques réalisés par ceux qui s'y consacrent à plein temps et la façon dont ils sont répercutés dans l'opinion. Ceux qui parlent et écrivent le plus sur ces sujets ne sont pas ceux qui travaillent véritablement dessus. Ce sont des scientifiques qui font de la politique ou des politiques qui font de la science. Le discours est biaisé parce que l'on ne travaille plus sur des éléments scientifiques mais sur des enjeux politiques, économiques et sociaux. C'est d'ailleurs vrai d'autres sujets environnementaux comme la déforestation ou la couche d'ozone : ce sont davantage des enjeux socio-économiques ou de politique internationale que scientifiques. La science est utilisée là comme prétexte.

On est donc sorti de la science pour

entrer dans l'utilisation politique d'arguments scientifiques ?

G. Rossi : Je travaille beaucoup en Asie et je constate que le discours officiel des autorités nationales sur l'effet de serre ou la déforestation reprend le discours international classique. Cependant, dans la réalité, les dirigeants du Laos, du Vietnam ou du Cambodge se moquent complètement du changement climatique. La seule chose qui les intéresse est l'utilisation de cette mode pour capter des crédits.

Pourtant, Nature prend fait et cause pour le changement climatique. Ils ont récemment écrit un éditorial affirmant que toute personne contestant la réalité du changement climatique d'origine humaine est comparable à une personne affirmant que le tabac ne provoque pas de cancers supplémentaires. Si je suis votre raisonnement, Nature ne fait plus de la science mais de la politique ?

G. Rossi : Vous savez très bien que la science aussi fonctionne par lobbies. On ne publie pas ce que l'on veut où l'on veut. Si vous présentez un article n'allant pas dans le sens de ce que pense le comité éditorial d'une revue, il ne passera pas. Par ailleurs, derrière les scientifiques, il y a aussi d'importants programmes de recherche et donc des intérêts économiques.

Les chercheurs sont parfois obligés de tenir un double discours. Je m'explique : si vous êtes climatologue, vous savez que ce que racontent les médias en matière climatique est en partie faux, en tout cas excessif ; mais vous avez aussi besoin d'argent pour effectuer les recherches qui feront avancer la connaissance et vous permettront de pouvoir continuer à argumenter avec des résultats pertinentes. Or, si vous ne suivez pas le courant général qui va dans le sens de la dramatisation, vous n'aurez pas cet argent. Imaginez un court instant que j'aie vu ma directrice scientifique au CNRS en lui demandant 200 000 euros pour démontrer qu'il n'y a pas de réchauffement climatique. Que va-t-il se passer ?

Vous avez peu de chances d'obtenir le moindre euro...

G. Rossi : Probablement. Pourtant, j'ai besoin de faire avancer la vérité. Tout le monde a besoin de savoir ce qui se passe. Je suis convaincu que

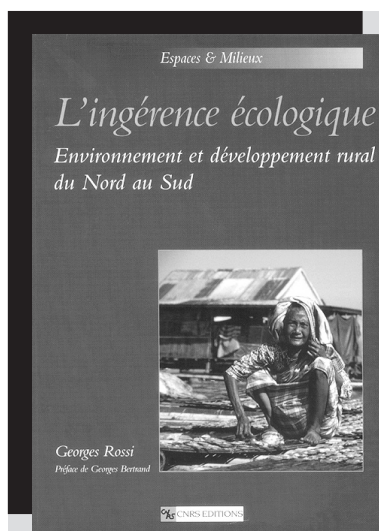
↳ dans dix ou quinze ans, on regardera le sujet du changement climatique de façon amusée. Mais ce sera parce qu'il y aura eu des chercheurs ayant pu travailler sur le sujet grâce au fait qu'ils ont pu obtenir des crédits pour travailler sérieusement. Paradoxe, pour obtenir ces crédits, ils ont parfois besoin d'aller dans le sens du vent. Un exemple amusant : Claude Allègre a écrit dans *l'Express*, à quelques mois d'intervalle, deux billets parfaitement contradictoires. La première fois, il allait dans le même sens que ce que je viens de vous dire. La seconde, il affirmait que l'abandon du protocole de Kyoto par les Américains était gravissime et qu'il fallait se mobiliser pour sauver le climat. Que s'est-il passé entre-temps ?

Peut-être des menaces sur les crédits de l'Institut de physique du globe ?

G. Rossi : Quant on voit comment un ancien ministre modifie son point de vue en si peu de temps, on comprend à quel point ces lobbies sont importants. Ne nous le cachons pas : il existe un véritable terrorisme intellectuel de l'écologie. Si j'ai pu écrire ce livre, c'est parce qu'à 56 ans je n'ai plus rien à prouver et, n'ayant aucun enjeu personnel, je ne crains plus rien. Je peux me permettre de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas et n'osent pas dire. Si un jeune collègue s'avisait de publier cela, il prendrait le risque de mettre fin à sa carrière.

Pourquoi ? C'est trop acide ?

G. Rossi : C'est surtout trop vrai. Il faut réaliser que le poids des organisations internationales de l'environnement est énorme. Dans des petits pays africains, il est tel qu'elles peuvent dicter leur loi. Quelle loi ? Des lois qui sont élaborées au Nord, par des gens du Nord, avec leurs conceptions, leur idéologie et leurs intérêts. J'ai vécu longtemps à Madagascar où j'ai fait ma thèse il y a trente ans. A l'époque, la forêt de la montagne d'Ambre, très belle forêt d'altitude avec des fougères arborescentes et des usnées, était gérée par les paysans qui prélevaient de façon régulière et qui en assuraient la reproduction. Le WWF est arrivé et a créé un parc pour protéger les lémuriens. Ils en ont chassé les paysans et ont dépensé 4 millions de dollars pour protéger les lémuriens dans un pays où la mortalité infantile est encore de



L'ingérence écologique - Environnement et développement rural du Nord au Sud Georges Rossi CNRS Editions, 248 pages, 29,72 euros.

Dans son remarquable livre, Georges Rossi pourfend et démolit avec bonheur, et rigueur, de nombreuses idées reçues. Prenons un seul exemple, l'Amazonie, devenue en quelque sorte l'emblème de la lutte pour préserver la « nature vierge », le symbole de l'écologie militante consacré lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992. C'est la vache sacrée que bien peu osent toucher, devant laquelle s'inclinent des stars mondiales comme Sting ou le Dalaï Lama.

Affirmant qu'elle disparaît « à une allure accélérée », on propose souvent de faire du « plus grand refuge planétaire de la biodiversité » une immense réserve interdite au développement. Pourquoi un tel interdit ? Parce que l'Amazonie serait une forêt vierge, « non affectée par les hommes » nous dit-on. Les derniers travaux scientifiques montrent que cette vision est complètement fautive, comme le prouve Georges Rossi dans sa synthèse. Contrairement à ce que l'on pensait jusqu'à maintenant, on sait aujourd'hui que l'Amazonie a été colonisée depuis au moins 45 000 ans. Or la région a connu une période de sécheresse extrême il y a environ 20 000 ans. Le bassin amazonien était alors recouvert de savane aride. En fait de forêt, on ne trouvait plus que quelques îlots autour des rivières. L'occupation humaine a donc très largement précédé la constitution du massif forestier.

Les hommes étaient déjà présents lorsque les conditions climatiques sont redevenues favorables à la forêt. Ils ont donc accompagné son redéploiement. Les populations paléindiennes avaient maîtrisé l'horticulture dès 9 200 avant J.-C., ainsi que l'industrie de la pierre taillée, la poterie et les peintures rupestres. Plus tard, elles domestiquèrent le manioc, le maïs, le tabac, le coton, les haricots. On connaît aujourd'hui plus de deux mille sites témoignant de l'activité de ces populations. Au début de notre ère, l'Amazonie était même beaucoup plus peuplée qu'aujourd'hui ; elle était le siège de civilisations constituées d'ensembles politiques structurés, regroupant le long des rivières un tissu urbain relié par des routes bordées d'arbres fruitiers. Des traces de terrassements et d'aménagements considérables indiquent une maîtrise hydraulique permettant une agriculture permanente à base de maïs et de racines ; il existait, dès 2 000 ans avant J.-C., des communautés d'horticulteurs gérant des agrosystèmes forestiers.

Bref, la forêt d'Amazonie actuelle n'est donc pas vierge. Elle a été colonisée, coupée, brûlée, cultivée par les hommes, qui ont largement transformé la topographie, les sols et les eaux de cette région.

Au-delà des faits scientifiques, nombreux à propos de l'érosion ou de la déforestation, Rossi dénonce le problème grave qui sous-tend la vision actuelle de l'écologie : elle conteste le fondement de l'histoire humaine, à savoir le progrès technique et l'aménagement des milieux. Rejeter le progrès, préférer la nature à l'homme, équivaut à rejeter la part d'humanité en l'homme, à haïr l'homme au point de nier ses propres réalisations. « *L'histoire de l'humanité, c'est toujours plus d'hommes vivant mieux et plus longtemps* » explique Rossi. La croissance démographique engendre le progrès économique et social, l'innovation, l'adaptation. Elle permet aux sociétés d'accomplir des choses nouvelles. *A contrario*, la décroissance démographique fait reculer les sociétés. On l'a vu de façon terrible en Amazonie, où les épidémies importées par les Espagnols et les Portugais ont décimé la population locale non immunisée, provoquant la disparition de plus des neuf dixièmes de la population. Trop peu nombreux pour maintenir leurs systèmes agricoles, les survivants n'ont pas eu d'autre choix que de retourner dans la forêt.

A travers ses nombreux exemples, fourmillant de détails précis, appuyés sur plus de cinq cents références scientifiques, l'auteur nous fait réfléchir sur les fondements de la condition humaine. Un très beau livre de géographie. **EG**

500 pour mille. Est-ce défendable ? Le maire de la localité avait demandé au représentant du WWF : « *Ne pourriez-vous pas considérer nos enfants comme des lémuriens ?* »

Le WWF avait créé un autre parc dans l'ouest du pays, dans lequel les paysans faisaient paître leurs troupeaux depuis très longtemps. Ce pâturage en forêt était encore pratiqué en Europe il y a un siècle et demi. Mais la volonté de protéger la « forêt naturelle » et les oiseaux a amené le WWF à interdire cette pratique : plus de bœufs dans la forêt. Un peu plus tard, la forêt a flambé. Jacques Weber, du Cirad (Centre interdisciplinaire de recherches sur l'agriculture et le développement), a étudié cette affaire en détail et a montré qu'il y avait eu méthanisation naturelle spontanée. Faute de pâturage, la couche d'herbe était devenue très importante, avait formé de l'humus en grande quantité, qui a généré à son tour du méthane. A la première étincelle, tout a flambé. Conclusion : un écosystème fonctionnant depuis très longtemps avec des hommes ne fonctionne pas mieux si l'on enlève les hommes, au contraire. L'homme est un élément constitutif de l'écosystème. Qu'il faille poser certaines limites, bien sûr, surtout dans les sociétés industrialisées. Toutefois, il faut que nous nous débarrassions définitivement de ce mythe de « Paul et Virginie » qui nous empoisonne encore.

Dans votre livre, vous abordez un autre point : les politiques préfèrent limiter leur critique à l'agression de la nature par l'homme, plutôt que d'aborder celle de l'ordre social par les rapports socio-économiques.

G. Rossi : On est dans le domaine de l'utilisation de données pseudoscientifiques. On le voit en particulier dans le domaine climatique, où je n'ai fait qu'égratigner gentiment le sujet. Tout le monde sait que les modélisations mathématiques du climat qui servent de base aux affirmations sur le dérèglement climatique ne sont que des hypothèses très imparfaites. Cependant, c'est pris comme argent comptant à l'Onu, grâce à la puissance mythologique de l'ordinateur et des mathématiques.

Quels sont les pays dans lesquels on se préoccupe de l'environnement dans le sens d'une amélioration du

cadre de vie quotidien ? Ne pas jeter les papiers dans la rue, limiter les pollutions de l'air et de l'eau, etc. On trouve en tête la Suisse, les pays scandinaves, le Canada, puis un autre groupe de pays industrialisés, dont la France. Tous ont des PNB par habitant très élevés. Une telle prise en compte de l'environnement, au sens que je viens d'indiquer, est quelque chose que l'on ne peut réaliser que quand on a satisfait aux autres besoins. Or que constate-t-on par ailleurs ? Que le discours des pays du Nord est de mettre en accusation les hommes et, en particulier, les pays du Sud. Beaucoup d'ONG incriminent les pratiques africaines alors que le problème ne se situe pas au niveau de ces pratiques mais au niveau de la pauvreté qui engendre ces pratiques.

Si l'on veut une véritable prise en compte de l'environnement, il faut commencer par faire de l'économie, autrement dit par générer du développement. L'exemple thaïlandais est excellent. On a beaucoup glosé sur la déforestation dans ce pays. Et c'est vrai : les Thaïlandais, surtout l'armée, ont coupé leur forêt. Y compris celle des autres, d'ailleurs : l'armée thaïlandaise a soutenu pendant dix ans les Khmers rouges en échange d'un « droit » sur les forêts de l'ouest du Cambodge. Cela a généré un véritable développement économique et la Thaïlande n'est plus aujourd'hui un pays sous-développé : elle possède des infrastructures remarquables (routes, hôpitaux, télécommunications) et comporte des secteurs de pointe. Elle a connu une élévation spectaculaire de son niveau de vie, si l'on excepte le passage à vide de la crise asiatique. Aujourd'hui, ils n'ont plus besoin de leur forêt. Et du coup, ils sont en train d'en replanter...

C'est exactement le chemin que nous avons suivi en Europe.

G. Rossi : En effet, depuis un siècle, nous avons augmenté de 50 % la surface de nos forêts pour la bonne raison qu'elles ne sont plus le support de notre développement économique. Les pays du Nord se focalisent sur l'agression de l'homme alors que le véritable problème est lié à la répartition de la richesse mondiale et à l'aide au développement. Dans le cas de l'Afrique, cette aide a régressé dans la période récente.

Quand vous parlez des pays du Nord, vous entendez les gouvernements ?

G. Rossi : Pas seulement : les ONG tiennent aussi ce discours. En Afrique, elles accusent les éleveurs peuls de détruire la forêt dans le Fouta Djallon. Je travaille depuis six ans sur cette région africaine et je constate que non seulement les paysans ne détruisent pas la forêt, mais qu'il n'y a même pas de déforestation ! Nous sommes dans l'incapacité de trouver la moindre preuve d'une déforestation dans le Fouta, depuis l'arrivée des Français en 1883. Une équipe anglaise de l'université d'Oxford arrive exactement aux mêmes conclusions que nous : il n'y a pas de déforestation. C'est un discours qui a été construit à l'époque coloniale, fondé sur des préjugés coloniaux. Il est vrai que les éleveurs peuls régénèrent les pâtures par le feu mais ces pâtures ont toujours existé. Elles sont en équilibre avec les sols et le climat. Nous disons aux ONG qu'elles sont en train de lutter contre un phénomène qui n'existe pas, alors que le vrai problème est de permettre le développement. Microcrédit, amélioration de l'éducation technique, formalisation des savoirs paysans, voilà les priorités. Au lieu de cela, on est en train de contrarier leur système de production. C'est exactement le même phénomène en ce qui concerne l'érosion.

On a donc affaire à un détournement pseudoscientifique d'arguments environnementaux pour atteindre des buts politiques. Il n'est pas possible en effet qu'un scientifique voit de l'érosion dans le Fouta : il n'y en a pas. Depuis l'époque coloniale (et la vague écologiste a aggravé les choses), ces phénomènes sont utilisés comme moyen de pouvoir, que ce soit au service de l'administration locale ou d'organisations internationales. Cela sert à encadrer les gens en les empêchant d'utiliser leurs techniques traditionnelles.

Vous avez donné l'exemple des colons occidentaux arrivant au XIX^e siècle dans une région béninoise et croyant observer une « forêt vierge » alors qu'ils ont affaire à une forêt cultivée d'arbres fruitiers sélectionnés. On n'aurait donc pas beaucoup avancé depuis cette époque ?

G. Rossi : Si, on a avancé mais il reste des scories. Le raisonnement

↳ colonial consistait à dire : « Ils sont sauvages, donc leur milieu est sauvage. » Cela n'a pas totalement disparu. Je travaille actuellement dans le nord du Vietnam, une région montagneuse peuplée d'ethnies minoritaires : hmongs, thaïs, han. C'est la majorité viet qui détient le pouvoir et elle est constituée de riziculteurs de plaine. Les minorités pratiquent encore en grande partie de l'agriculture itinérante sur brûlis. Le discours vietnamien officiel consiste à dire que ces minorités détruisent la forêt naturelle. Lorsque l'on va voir les dites « forêts naturelles », on constate qu'il s'agit en fait d'agrosystèmes forestiers : quand les paysans abandonnent leurs champs, ils orientent la reconstitution de la forêt avec des espèces qui reconstituent le potentiel productif des sols (légumineuses) et des espèces qui leur sont utiles (bambou, bananiers). Ces forêts n'ont donc rien de naturel ! Cela n'empêche pas le discours officiel de réclamer l'interdiction des feux de brousse pour les protéger. Comment ne pas imaginer qu'il s'agit pour les ethnies majoritaires d'assimiler les minorités ou au moins de les contrôler politiquement et culturellement ?

Vous dénoncez un autre lieu commun dans votre livre : la biodiversité maximale ne correspond pas à un climat stable.

G. Rossi : De nombreux travaux récents permettent de contester la théorie du climax, aujourd'hui complètement abandonnée. C'est la théorie des perturbations qui fait maintenant la quasi-unanimité des biologistes : chaque fois qu'un écosystème est soumis à un stress, il réagit en se diversifiant. La biodiversité maximale s'observe donc dans les zones ayant connu les modifications climatiques les plus importantes. Dans le cas de l'Amazonie, on en est certain : il y a vingt mille ans, on n'avait pas de forêt mais de la savane. On sait aussi qu'il y a eu depuis lors des oscillations très importantes, notamment aux marges de cette forêt. Et c'est justement dans ces zones que l'on a la plus grande diversité. On sait encore que la stabilité climatique, en favorisant uniquement les plantes les mieux adaptées, conduit à une réduction de la biodiversité. Ce sont les écosystèmes complexes, « en patchwork »,



Forêt vierge ? Non, un jardin forestier en Amazonie équatorienne, avec bananiers, manioc, canne à sucre, haricots, etc.

comme la mangrove, qui sont le plus favorable à cette dernière. C'est la coexistence de milieux très différents sur des distances faibles qui génère le maximum de biodiversité. Cela rejoint des études qui critiquent fortement les monocultures à l'occidentale et qui montrent que les systèmes polycultureux, tels qu'ils sont pratiqués en Afrique ou en Asie sur les brûlis, sont ceux qui garantissent la meilleure productivité totale.

Vous écrivez encore que « la conservation est un leurre, on oriente différemment, c'est tout ».

G. Rossi : Je citais Robert Barbault, chercheur au CNRS, l'un de nos meilleurs spécialistes de la biodiversité. La conservation ne se conçoit qu'à travers le changement. Ne se conservent que les choses qui changent, qui savent s'adapter à un environnement en perpétuel changement. La seule justification de la biodiversité est justement la capacité de résilience de l'écosystème, qui l'aide à résister aux changements violents. La conservation n'a donc aucune base scientifique, mais elle est un mythe pour une autre raison encore. Nous voulons conserver un état qui nous convient à nous, Occidentaux, dans l'état où est notre société aujourd'hui. Il y a donc une construction sociale de cette conservation : nous voulons conserver ce qui nous paraît bon et juste aujourd'hui, qui n'est pas ce qui paraissait bon et juste à nos grands-parents, et

sûrement pas ce qui paraîtra bon et juste à nos petits-enfants.

Un écosystème est un système particulièrement complexe parce qu'on peut le décomposer en une infinité de facteurs. Même si l'on s'attache seulement au climat, on peut choisir de se concentrer sur les précipitations. Et pour ces précipitations, on peut examiner son total, sa répartition à différentes échelles de temps, son intensité ou un autre paramètre encore. La société est aussi un système d'une extraordinaire complexité tant il comporte d'éléments avec un élément complètement imprévisible dans ses réactions et ses décisions : l'homme. Nous avons donc deux systèmes complexes déjà absolument imprévisibles en eux-mêmes, dont l'évolution est chaotique au sens mathématique du terme. La nature – l'environnement – est l'interface entre ces deux systèmes. Comment voulez-vous prévoir l'avenir d'une telle interface ? D'un point de vue purement conceptuel, c'est impossible. Il y aura toujours le petit grain de sable qui fera basculer complètement le système dans un sens ou dans l'autre. Cela peut être une décision économique ou politique, une évolution démographique ou un changement climatique. C'est pour toutes ces raisons que la conservation, telle qu'elle est conçue, est une absurdité.

Pour vous la haine du progrès est la manifestation d'une haine de l'homme,

de ce qui fait le propre de l'homme, c'est-à-dire cette capacité à innover, à dire non, à sortir du destin « naturel » en transformant son univers. Mais le malthusianisme et le darwinisme social qui sous-tendent l'idéologie écologiste, sont-ils seulement des tendances politiques ou bien traduisent-ils aussi un problème épistémologique, à savoir une conception linéaire de la modélisation ?

G. Rossi : D'un point de vue scientifique, nous restons encore largement dans le monde du positivisme et du déterminisme. On continue à penser que la vérité scientifique se démontre par une expérience reproductible alors que l'on sait maintenant qu'une expérience n'est jamais parfaitement reproductible et ne peut pas l'être, dans de nombreux domaines. Cette vision scientifique est couplée avec un malthusianisme qui a pris le pouvoir dans les organisations internationales. Les organisations des Nations unies, notamment, restent très marquées par le malthusianisme. Ce mariage donne naissance aux politiques actuellement menées dans le domaine de la protection de l'environnement, qui repose sur trois dogmes : a) l'environnement est obligatoirement menacé par l'homme ; b) plus cet homme est sous-développé, plus il menace l'environnement ; c) plus il est pauvre, plus il est sous-développé, plus il est nombreux, moins

il est capable de protéger lui-même son environnement. On met en place, en Afrique, des politiques de planning familial dans des endroits où la densité est de 10 à 15 habitants au kilomètre carré (hab/km²) ! Alors que le problème de ces régions c'est le manque de bras, de force de travail.

On a donc une alliance implicite entre une vision scientifique dépassée et une politique obsédée par la démographie ?

G. Rossi : Ceci alors que le lien « population-pauvreté », fondement du néodarwinisme actuel, n'est absolument pas démontré. Il existe des quantités de cas où l'on démontre précisément le contraire. Une équipe d'Oxford a publié un livre remarquable intitulé *Plus de gens, moins d'érosion*. Ces chercheurs montrent en détail, à travers l'exemple du district kenyan de Machakos, que la croissance démographique a été un facteur de prise en compte de l'environnement, de maîtrise de l'érosion, d'augmentation de la productivité. Soit exactement le schéma inverse de celui proposé par les malthusiens. Ceux-ci oublient ou font semblant d'oublier qu'une bouche supplémentaire, c'est aussi deux bras supplémentaires. Or, pour faire fonctionner un système économique, il faut du travail disponible. La croissance démographique provoque certes des transformations

dans la société et dans son système de production, mais elles vont souvent dans le sens de l'intensification et d'une meilleure prise en compte de l'environnement.

On attaque la densité démographique comme la principale coupable de la dégradation écologique. Mais où sont les atteintes vraiment graves à l'environnement, où se produisent les phénomènes brutaux de déforestation ou d'érosion ? Ce n'est pas aux endroits de plus forte densité. Nous travaillons près de Hanoi où la densité dépasse 1 500 hab/km². Pensez-vous qu'à cette densité, on peut se permettre de faire n'importe quoi et de ne pas prendre en compte l'environnement au quotidien ? Bien sûr que non ! Dans les « fronts pionniers » de 2 à 4 hab/km², il n'y a pas de problème de voisinage, pas de contrôle social de l'espace. A 1 500 hab/km², une personne qui viole les règles communes de gestion est immédiatement repérée. Là encore, on retombe sur du politique, très éloigné de la réalité scientifique. Pourquoi veut-on absolument normer le comportement démographique de peuples pour qui le problème réside évidemment dans l'absence de force de travail, et non dans un surcroît de personnes ?

Mais ce discours malthusien n'est-il pas progressivement en train de disparaître ? Il semble que Paul Ehrlich, l'auteur de La bombe P, est tout de même largement discrédité...

G. Rossi : Pas du tout, malheureusement. En Guinée, toutes les ONG luttant contre l'érosion et la déforestation dans le Fouta Djallon, donc contre de véritables mythes, tiennent toujours un discours antipopulationniste. Depuis l'arrivée des Français, à la fin du XIX^e siècle, on attaque la surpopulation. Nous avons voulu savoir ce qu'il en était réellement et travaillé sur des fiches de recensement encore jamais dépouillées. Nous avons fait de la cartographie à partir de ces fiches et examiné cette fameuse « surpopulation ». Sur l'ensemble de la région, on est à 25 hab/km², avec deux sous-préfectures où l'on observe des pointes de 80 à 100 hab/km² ! On est allés voir ces deux zones et nous avons vu que la situation y était bien meilleure que dans les zones peu denses.

La densité imposerait donc une orga-



Rizicultures du Sud-Est asiatique (Lao Cai, nord Vietnam). On ne peut qu'admirer le remarquable travail de ces paysans, qui tirent parti de terrains a priori peu favorables à l'agriculture.

↳ **Intensification minimale ?**

G. Rossi : Oui, elle impose surtout une intensification et une rationalisation de la production vivrière : à 100 hab/km², vous êtes obligés d'intensifier si vous voulez manger. Surtout, on ne fait plus n'importe quoi parce que l'on se rend bien compte que l'espace et les ressources sont limitées. Tout le discours des ONG écologistes occidentales, selon lequel ces personnes ne voient pas plus loin que le bout de leur nez et sont incapables de penser à long terme, ce discours ne tient pas.

Prenons un autre exemple. L'Union européenne a un programme intégré de développement comportant un volet de lutte contre l'érosion. Il s'agit de construire des demi-lunes sur les versants des collines. Ce sont des sols complètement cuirassés sur lesquels les paysans ne cultivent pas et n'ont jamais cultivé. On peut démontrer que cette cuirasse a 2 millions d'années et qu'il n'y a jamais eu le moindre sol cultivable à ces endroits. Les Peuls sont présents depuis le XVII^e siècle et c'était déjà comme cela à l'époque. On dépense pourtant 1,5 million d'euros par an pour lutter contre l'érosion. On paye les paysans pour construire des demi-lunes sur les versants, dans le but « officiel » de bloquer le transit des particules emportées par le ruissellement. Le problème, c'est qu'il n'y a ni ruissellement, ni particules : la cuirasse est très poreuse et toute l'eau qui tombe là-dessus s'infiltrerait immédiatement.

Les paysans savent tout cela mais l'expert de l'Union européenne est venu et leur a dit : « Vous serez payés 1 euro par jour pour construire des demi-lunes en pierres. » Pourquoi pas, ont dit les paysans, si ça vous amuse et que vous payez... On a aujourd'hui des milliers de demi-lunes sur les versants que l'on montre à tous les haut-fonctionnaires d'organisations internationales passant dans la région. Les premières ont été construites il y a dix ans et l'on n'observe strictement aucune accumulation derrière : elles n'ont rien piégé parce qu'elles ne peuvent pas piéger l'inexistant. On continue pourtant à en construire : c'est symbolique et démonstratif.

Notre équipe a travaillé sur le discours des paysans sur ces opérations et nous avons montré qu'il est de deux ordres. Il y a d'abord le dis-

cours officiel des chefs de communauté, qui s'en félicitent en répétant le discours des ONG occidentales : « C'est très important pour le développement, les choses avancent grâce à elles. » Lorsqu'on leur oppose que celles qui sont présentes depuis dix ans n'ont servi à rien, ils répondent que dix ans c'est très court, et qu'ils sont prêts à en construire d'autres, tout en recommandant une augmentation du salaire payé par l'UE. Mais si vous parlez au paysan de base, après avoir partagé deux ou trois bières avec lui, il vous dit ce qu'il croit vraiment et il se tord de rire : « Vous les Blancs, vous êtes complètement fous. D'abord, c'est le seul endroit où il ne fallait pas en faire parce qu'il n'y a jamais eu de

« Le futur de l'environnement des régions intertropicales, objet de tous les soins de nos écologistes, ne se joue pas en tentant de mener ou de forcer les populations locales du Sud à mener des combats contre les supposés dangers écologiques à la mode en Occident industrialisé. »

sol. Ensuite, il n'y a pas de ruissellement parce que l'eau s'infiltrerait. Mais si vous voulez continuer à le faire, nous on veut bien prendre l'argent. En plus, cela entretient nos pistes et on peut faire du commerce. »

En Guinée maritime, nous avons été mandatés par l'Agence française de développement (AFD) pour travailler sur les causes de l'échec des projets consistant à intensifier l'agriculture en mangrove. Cela fait cinquante ans que l'on essaie et que tout le monde échoue : Français, Allemands, Soviétiques, Banque arabe de développement, etc. Nous avons tenté de démontrer les causes de cet échec. Nous avons constaté qu'il y avait un énorme décalage entre les visions et conceptions des gens qui construisent les projets et les conceptions et intérêts de ceux qui sont censés les appliquer sur le terrain,

c'est-à-dire les paysans. Ce sont vraiment deux mondes qui ne se comprennent pas, tout simplement parce qu'ils n'ont pas les mêmes objectifs. En l'occurrence, la Banque mondiale ou les autres développeurs ont un but macro-économique. Il s'agit de diminuer les importations de riz et d'améliorer ainsi la balance des paiements. C'est l'objectif de la Banque, peut-être aussi du gouvernement guinéen. Toutefois, le paysan, lui, n'est pas concerné par ce but. Il considère surtout la reproduction de son exploitation, qui passe par la sécurisation de la production. Cela signifie qu'il doit en permanence affecter son temps de travail en fonction de l'évolution de son environnement physique (sécheresse, climat) et économique (évolution du cours du riz). Le paysan ne travaillera pas sur ce périmètre de façon constante parce que son intérêt économique et social est de faire autre chose. Pourquoi devrait-il adopter des habitudes de travail contraignantes si son intérêt est plutôt de pêcher et de faire sécher du poisson, parce que le cours du riz est bas ? ou assister à une cérémonie sociale qui est pour lui une forme d'assurance ? Ces deux mondes ne s'interpénètrent pas et c'est l'une des raisons de l'échec des programmes de développement. Il y a un malentendu à la base.

J'ai un collègue camerounais qui travaille sur un projet monté par des Hollandais, en pays Bamileke. Leur démarche est très intéressante car ils ont pris le problème complètement à l'envers. Il s'agit d'aller voir les paysans et de commencer à leur demander quel est leur problème. On n'arrive pas avec un projet tout ficelé mais on discute avec eux. Cela prend du temps parce qu'il y a méfiance chez ces paysans qui ont tellement vu passer d'experts. Ils finissent par déclarer leur problème : « Ici, j'ai une baisse de productivité ; là je ne comprends pas ce qui se passe. » On identifie ces problèmes et on les formalise. Autrement dit, on éclaire ces problèmes avec nos connaissances scientifiques occidentales. Il ne s'agit pas en effet de nier celles-ci mais de les utiliser à bon escient, en partant des problèmes des paysans et de leur savoir. On intervient ensuite en proposant de choisir des solutions dans la boîte à outils : il peut s'agir de microcrédits, des aides techniques, de l'amélioration de la piste,

l'accès à des circuits commerciaux, l'organisation des filières, d'engrais, de lutte contre la rouille, etc. On leur donne ce dont ils pensent avoir besoin. Ce projet fonctionne depuis quatre ans et marche remarquablement : ça marche parce que l'on ne s'est pas placés dans une position de pouvoir, en arrivant comme un expert prétendant tout enseigner à des ignares.

Beaucoup de critiques des dérives de l'environnementalisme viennent du monde de la géographie. Comment analysez-vous ce phénomène ?

G. Rossi : Nous ne sommes pas des spécialistes. Nous sommes à un carrefour : le géographe s'intéressant à un territoire, il est obligé de faire la synthèse des phénomènes physiques, biologiques, politiques et socio-économiques qui s'y déroulent. De plus, nous projetons dans le temps les différentes disciplines que nous abordons. Nous avons donc aussi une perspective historique, qui nous amène à regarder les discours environnementalistes avec une certaine distance. Non seulement sont-ils souvent faux en termes spatiaux, mais ils ne mentionnent pratiquement jamais la dimension historique. Pas question de rappeler, par exemple, que l'on trouvait il y a cent cinquante mille ans autant de CO₂ qu'aujourd'hui... et qu'il y avait alors peu d'activité humaine.

Autre raison : comme la plupart des géographes, je lis à peu près autant de travaux de sciences humaines que de travaux de sciences de la nature ou de sciences dites « dures ». Beaucoup d'entre nous sont capables de comprendre des travaux de biologistes mais aussi d'économie ou d'anthropologie. Ce que les spécialistes beaucoup plus pointus ont du mal à faire en dehors de leur domaine. Cela nous place dans une position très synthétique. Grâce à cette synthèse dans l'espace et le temps, nous avons une vision large qui nous conduit à avoir du mal à prendre au sérieux le discours écologiste. Capables de mettre en perspective tous ces travaux, nous sommes peut-être mieux armés pour détecter le peu de sérieux de discours qui s'attachent la plupart du temps à un seul aspect d'un phénomène.

Nous considérons que les phénomènes d'ordre physique sont

socialement influencés. Il y a bien sûr une certaine objectivité dans la façon dont fonctionnent les écosystèmes. Mais elle n'est pas absolue : il y a une construction sociale de l'écosystème, dans la perception, la vision et l'utilisation que nous en avons. Cette construction sociale change avec le temps. L'intérêt que nous portons à un problème ou à un écosystème particulier change en permanence suivant l'état d'une société, de son économie ou de ses institutions. Aujourd'hui, c'est l'écologie mais cela changera. Le recul historique nous est très utile.

Changements climatiques, forêt vierge amazonienne, érosion des éleveurs, ce sont beaucoup d'idoles adorées par les écologistes que vous venez bousculer avec votre livre. Dans votre histoire personnelle, qu'est-ce qui vous a donné cette capacité de rupture ?

G. Rossi : Je ne pense pas être iconoclaste. Mais l'histoire nous enseigne que les idoles finissent toujours par disparaître. Mon livre est simplement dérangeant car fortement argumenté, parce que je m'appuie sur ce qui s'écrit dans les revues scientifiques spécialisées. Sur la façon de le dire, c'est vrai que j'ai choisi d'utiliser un ton parfois un peu ironique et, en tout cas, très direct.

Quant à mon itinéraire personnel, je suis parti à Madagascar à 22 ans, après mon agrégation. Sur les trente-quatre ans qui se sont écoulés depuis, j'ai vécu et travaillé vingt-deux ans dans les pays du Sud. J'y ai enseigné, fait de la recherche, dirigé des projets de développement, réalisé des études d'impact environnemental, etc. Passer tellement d'années chez les « sous-développés », vivre, travailler avec eux, oblige à regarder ces hommes et ces écosystèmes d'une autre façon que celle que l'on vous a enseignée. Pendant des années, j'ai été un digne représentant de la pensée dominante : je réalisais ainsi des expertises bien-pensantes où j'expliquais que les paysans, inconscients, détruisaient leur environnement à cause de leurs pratiques inadaptées. Peu à peu, cependant, je voyais, je constatais que la réalité ne collait pas à ces schémas, que notre vision et notre discours était en décalage complet avec une réalité autrement plus complexe. J'ai alors essayé de me dépouiller de ma

vision « occidentalocentrée », chose qui m'a été facilitée par le fait de vivre en Afrique. J'ai aussi beaucoup lu et réfléchi. Je me suis aperçu qu'il existait toute une littérature scientifique, tant publications que livres, qui n'avait aucun écho dans les médias grand public. D'où l'idée de ce livre, tendant à vulgariser cette littérature pour démonter quelques idées reçues. Je ne sais pas si c'est une volonté de rupture.

En tout cas, il est important pour nous, Occidentaux, d'abandonner une vision marquée par un rapport de domination, vision que nous gardons toujours peu ou prou, même si c'est inconscient. Les habitants du Sud ont une profonde rationalité dans leurs pratiques de gestion de leur environnement, même si elle est différente de la nôtre. Ils font ce qu'ils font parce que c'est la meilleure solution possible dans le faisceau de contraintes sociales, économiques, démographiques, politiques où ils sont placés. Dès que l'on adopte cette vision, les choses changent.

Que l'on ne s'y méprenne pas. Il ne s'agit pas d'un discours idéaliste ou tiers-mondiste. Il s'agit simplement de savoir si l'Occident et ses élites ont la volonté et sont capables d'aider à l'émergence dans les pays du Sud de modèles de développement économique et social qui favorisent réellement leur avenir, et le nôtre, à travers un meilleur équilibre dans l'accès aux ressources et à leur utilisation.

Le futur de l'environnement des régions intertropicales, objet de tous les soins de nos écologistes, et à travers lui une grande partie de notre propre devenir, ne se joue pas en tentant de mener ou de forcer les populations locales du Sud à mener des combats contre les supposés dangers écologiques à la mode en Occident industrialisé. Il se joue à travers la volonté politique et la capacité institutionnelle des pays développés à permettre cette émergence.

Mon idéalisme de jeune scientifique, que je prétends avoir un peu gardé, m'a poussé à dire tout crûment ce que je perçois être la réalité, même si je savais que cela pouvait déplaire à certains. Si je voulais faire une carrière de scientifique politique, je ne pourrais pas tenir ce discours. ■